



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Les propriétaires veulent faire la loi

La spéculation sur le foncier semble avoir de l'avenir

Les informations qui nous parviennent prouvent qu'il était extrêmement important de s'opposer aux projets de réforme de la loi sur le droit foncier rural et celle sur le bail à ferme. Cette bataille a permis au moins, sans nous donner entière satisfaction, de redimensionner le projet initial du Conseil fédéral qui se proposait de vider ces deux lois de leur substance.

Aujourd'hui les fermiers font face à l'appétit féroce de certains propriétaires qui, pour des raisons parfois complètement saugrenues, cherchent à mettre leurs fermiers à la porte. On n'ose pas imaginer ce qui se serait passé si le contrôle des prix des terres et des fermages avait été abrogé.

Plusieurs éléments sont là pour démontrer que les terrains aiguïseront toujours plus l'appétit des spéculateurs: croissance des villes, boum dans la construction, projets de réforme de la loi sur l'aménagement du territoire, propriétaires fonciers peu soucieux de l'utilité de la zone agricole, etc.

C'est probablement dans les zones périurbaines que la pression se fera toujours plus forte. La demande pour des logements ou pour installer des entreprises ne cesse de croître ce qui encourage la récupération des terrains cultivés en zone à bâtir, mais aussi le déclassement dans la ceinture des villes, proche des transports publics. Ce phénomène touchait auparavant des parcelles relativement petites, déjà fort encadrées dans le bâti. Ce qui semble nouveau, c'est que des domaines de taille conséquente (plus de 50 hectares) sont également touchés. On n'hésite plus à proposer leur démantèlement pour vendre ou louer parcelle par parcelle au plus offrant. Or il nous semble que le démantèlement est possible que dans le cas où la structure n'est pas viable. Où va-t-on si un domaine dépassant les 50 ha n'est plus considéré



L'arc lémanique subit une forte pression foncière. Les fermiers en sont les premières victimes.

comme viable? Dans certains cas, il semble que les commissions foncières concernées prennent leur responsabilité à la légère.

Uniterre n'a pas pour vocation de défendre des cas particuliers, il n'en a d'ailleurs pas les moyens matériels. Par contre, les cas qui nous parviennent nous interpellent car, plus que des cas isolés, ils semblent représenter une tendance. Il nous paraît donc indispensable de soulever cette problématique au niveau des cantons; auprès des chambres d'agriculture, des commissions foncières et des services de l'agriculture. Y a-t-il de nouvelles pratiques? Les différentes instances jouent-elles réellement leur rôle? Uniterre a toujours considéré qu'il fallait soutenir tous les types d'exploitation, quelle

que soit leur taille. Nous estimons que le nombre de paysans peut augmenter et nous ne sommes plus les seuls, comme le prouve l'article en page 8. Pourtant, les trois exemples présentés aux pages 2 et 3 semblent démontrer que tout est fait pour les faire disparaître: trop proches d'une ville, trop entreprenants et diversifiés, gênants dans les zones touristiques.

Dans sa volonté de soutenir une agriculture multiple, présente sur tout le territoire, votre syndicat se doit de comprendre si l'attitude de certains propriétaires est cautionnée par certains milieux agricoles.

Uniterre



Enjeux fonciers

Abus en vue

Pages 2, 3 et 8



Initiatives citoyennes

Semences et contractuel

Pages 5 et 6



Marché laitier

EMB a mobilisé

Pages 6 et 7

ENJEUX FONCIERS

La loi sur le droit rural foncier mise à mal dans le canton de Genève

La famille Chollet est établie à Gy et Meinier depuis quatre générations. Les domaines de Merlinge et de Bellebouche comprennent 80 hectares de terres agricoles – 30 ha de blé, 10 ha de colza, 7 ha de tournesol, 7 ha de maïs, 6 ha d'orge, 6 ha de pois, 6 ha de vigne, 3 ha de vergers hautes tiges et 3,5 ha de petits fruits. Elles organisent un marché et brunch à la ferme et disposent de chambres d'hôtes. Une partie du vin est directement encavé, le reste est vendu sur le marché.

Précurseurs de la multifonctionnalité

En 1975, le fermier actuel, Monsieur Jean-Jacques Chollet, a repris le bail de la ferme de Merlinge qui comprend 50 ha. Son épouse Madame Thérèse Chollet commence à vendre pain et confitures et à mettre en place le concept du marché à la ferme encore peu connu. Face au succès rencontré, le couple décide de réaménager l'ancienne écurie pour développer cette activité. La vente directe prospère pour représenter aujourd'hui 50% du revenu de l'exploitation.

Une exploitation citée comme modèle

En 2004, le Conseiller d'Etat en charge de l'agriculture, Monsieur Robert Cramer, le Service de l'agriculture et AgriGenève ont tenu conférence de presse sur le domaine pour lancer le label «Genève Région Terre Avenir». La ferme est l'exemple d'une agriculture proche des citoyens, des consommateurs et du marché. Elle a accueilli cette année encore la nuit de la chouette, démontrant ainsi le lien entre agriculture et préservation de l'environnement. C'est une petite entreprise florissante qui occupe une famille, un employé fixe, trois employés à temps partiel et de la main d'œuvre saisonnière pendant les périodes de forte charge de travail dans les cultures.

Prime à la spéculation plutôt qu'au labour

Le domaine appartient depuis 1948 à une société immobilière. Il comprend la ferme avec 46 ha et le «château» avec 4 ha de terres agricoles. L'administrateur de la société immobilière est le financier français M. François Marland. Cet exilé doré, au bénéfice d'un curriculum vitae douteux le liant à la déroute du Crédit Lyonnais, était le locataire du domaine avant de le racheter en 2004. C'est à ce moment que le fermier a tenté de faire valoir son droit de préemption. Ce droit

lui a été contesté et a été attribué à la société immobilière par le truchement du désassujettissement de 4 ha de terrain agricole entourant le «château». Ainsi, la valeur des biens non agricoles de la société immobilière a été portée à 53% de la valeur totale du domaine. Condition à laquelle cette société a pu faire valoir un droit de préemption. Pour réussir cette opération comptable il fallait taxer le terrain agricole (de 7 fr/m²) au prix de 450.-fr/m². Par cette manœuvre, qui a reçu l'aval surprenant de la Commission foncière en 2005, le fermier a été privé de son droit de préemption. L'avocat de la société im-

la surface agricole utile. La ferme de Merlinge s'inscrit parfaitement dans le cadre défini par cette loi. Curieusement, le Service de l'agriculture a, quant à lui, approuvé le désassujettissement de 28'000m² au motif d'une recapitalisation de la société immobilière (!)

Par la suite, en décembre 2006, le fermier a reçu une lettre de rupture de bail avec un congé donné au 30 novembre 2007. Parmi les motifs invoqués par le propriétaire figurent la vente à la ferme, ainsi que les activités développées comme le brunch ou encore les visites organisées et l'accueil de mariages. Le propriétaire a également

qui se pose actuellement avec acuité. Le cas genevois illustre bien les enjeux de cette problématique de portée nationale. Les tentatives de l'OFAG, relayant les milieux immobiliers, d'attaquer la substance du droit foncier rural dans la PA 2011 en témoignent.

La récente décision du Conseil d'Etat genevois d'élever le prix du m² de terrain agricole déclassé de Fr. 100.- à Fr. 455.-, grève ainsi non seulement la construction de logements de qualité économiquement accessibles, mais génère également des plus-values indécentes. Faut-il rappeler dans ce contexte que 60% des 12'000 ha de terrains agricoles à Genève n'appartiennent pas à des agriculteurs?

L'imposition et la redistribution de 20% de la plus-value entre l'Etat, les communes et l'agriculture est certes une bonne chose, mais elle ne doit pas être un oreiller de paresse pour celles et ceux qui sont censés lutter contre la spéculation d'un bien précieux non renouvelable qu'est le sol.

Lourdes responsabilités

La loi sur le droit rural foncier doit être défendue dans son esprit. La terre agricole, outil de production permettant de répondre au besoin essentiel de se nourrir, ne doit pas être mise en concurrence avec le sol, bien indispensable au besoin tout aussi essentiel de se loger. Dans un pays aussi exigu que le notre, la responsabilité d'un gouvernement prévoyant consiste à placer l'intérêt public dans une vision de développement durable et général avant un intérêt privé de courte échéance. Dans ce sens, ceux qui ont la responsabilité de gérer le sol et ses multiples utilisations auraient peut-être besoin de s'inspirer de l'esprit précurseur de la LDFR, notamment par rapport à la notion de valeur de rendement ou encore de valeur d'usage en opposition à une simple valeur vénale.

Rudi Berli



La ferme de Merlinge, en raison de ses multiples activités, est connue loin à la ronde

mobilière était Me Megevand, avocat au bénéfice d'un mandat de prestation à AgriGenève... Cette décision de la Commission foncière a été confirmée par le Tribunal administratif en septembre 2006 et validée par un arrêt du Tribunal fédéral en avril 2007.

Pour qui roulent les organes de contrôle?

Cette affaire scandaleuse soulève de nombreuses questions. D'abord sur le fonctionnement de la Commission foncière, où il y a en principe une parité entre la représentation des milieux agricoles et des milieux immobiliers. Le Service de l'agriculture et l'Etat ne sortent également pas indemnes de cette affaire. En effet, l'Etat est l'autorité de surveillance de la commission foncière et, selon la loi sur la promotion de l'agriculture adoptée en 2004, le canton est tenu de prendre des mesures pour maintenir la population paysanne et

déposé plusieurs plaintes (au service de l'environnement, au service des patentes) qui ont été rejetées.

L'affaire est maintenant entre les mains d'une commission d'arbitrage. Cette ferme, qui représente un outil de production d'une grande valeur et dont la reprise est assurée, doit retrouver un cadre légal qui lui permette de se projeter sereinement dans l'avenir. Uniterre appelle dans ce sens toutes les parties intéressées - la défense professionnelle et les collectivités publiques - à entreprendre les démarches nécessaires afin de maintenir cette ferme. Il est indécent de laisser une société immobilière aux appétits sans scrupules mettre à mal le patrimoine social et économique que représente cette exploitation.

L'esprit de la loi bafoué

Hormis ce cas précis, c'est toute la question de la préservation de la zone agricole et de l'aménagement du territoire



Jean-Jacques Chollet à l'entrée du magasin à la ferme

ENJEUX FONCIERS

L'odyssée d'une ferme de montagne

L'été passé, j'ai une nouvelle fois passé quelques semaines dans la ferme bio de Cés, un Mayen de Chironico, à 1400 mètres d'altitude. Le village, avec ses maisons de style alpin et sa grande terrasse verte et ensoleillée constitue un lieu magique; il y a trente ans, il m'a profondément touché. Mes hôtes, Christian et Sabine Marent-Schniepp, exploitent la ferme de Cés depuis 2001; ils la louent à la Fondation «Rinascita di Chiesso». Ils sont parmi les personnes les plus chères, disponibles et sérieuses que j'ai connues.

Mon été à Cés passe agréablement, entre la lecture d'un bon roman policier, celle plus assommante d'un message du Conseil d'Etat, une journée à ramasser les foins, une promenade vers les autres mayens ou pour accompagner les vaches au pâturage.

Un peu d'histoire

A l'époque, tout le plateau était cultivé; les photos aériennes des années cinquante en témoignent. Mais il y a quarante ans, l'agriculture a été progressivement abandonnée. Dans les années quatre-vingts, deux pionniers, Walter et Susi Lobsiger, ont créé les bases d'une petite entreprise agricole viable en reprenant la fauche des foins et en vivant toute l'année sur le mayen. Dans les années nonante, la ferme était gérée avec amateurisme par la Fondation. Avec l'arrivée de la nouvelle politique agricole 2002, il fallait changer de gestion ou renoncer aux paiements directs; ce qui était impensable. Christian et Sabine ont été prêts à faire un réel choix de vie, à mon avis, héroïque: 12 mois par an, travaillant 12 heures par jour, avec un revenu se situant au seuil de la pauvreté, isolés par la neige pendant trois mois, dans un lieu accessible seulement à pied (2 heures depuis Chironico, 1 heure depuis Gribbio), avec seulement un téléphérique pour les marchandises. Le contrat de location a été conclu avec eux.

Une entreprise modeste, mais efficiente

Depuis lors, la ferme s'est développée par étape. On y compte trois vaches laitières, quelques veaux et génisses. Un nouveau poulailler héberge une vingtaine de poules et un coq. Dans les jardins cultivés par Sabine, poussent légumes, fleurs, petits fruits, herbes aromatiques et médicinales; d'où les confitures, sirops et tisanes. Les fraises de Cés sont inoubliables et tout le monde sait que les pommes de terre ont toujours été les meilleures de la Leventine. Des expériences sont également menées pour cultiver l'orge et le seigle. Le lait est transformé en fromage, "formaggini", yogourts et est donné aux veaux. En été, Christian héberge des vaches écossaises (9 UGB), qui bonifient les pâturages abandonnés au nord du village. La surface agricole utile est d'environ 19 ha, dont 7 pour la fauche et le reste pour le pâturage. Christian fait une seule fauche, puis laisse

paître ses bêtes. La ferme est certifiée bourgeon Bio Suisse et commercialise ses produits via la vente directe. Ses moyens mécaniques sont minimaux: deux faucheuses, une scie à moteur et un ancien tracteur mono-axe pour le transport des foins, du fumier et du bois, la principale ressource énergétique. Cés ne manque pas d'électricité, elle est produite par une petite centrale à turbine reliée à la conduite d'eau que

avaient compris bien avant moi que les dirigeants de la Fondation étaient des amateurs incompetents et arrogants. Les familles ont été solidaires avec les paysans, leur ont loué directement les terrains qu'elles louaient auparavant à la Fondation. Celle-ci a perdu toute crédibilité à Chironico après l'interpellation parlementaire que j'ai présentée il y a une année. Le Conseil d'Etat y a répondu en mettant la Fondation sous



Le hammeau de Cés, à 1500 mètres d'altitude

le même Christian a construit dans les années quatre-vingts. Il y a relié une bonne installation photovoltaïque; ainsi son ordinateur ne manque jamais de courant.

Foutus propriétaires...

Tout semble donc idyllique. Mais il ne s'agit que d'une part de la réalité. En 2003, un groupe de soi-disant alternatifs zurichois a pris le pouvoir dans la Fondation: dogmatiques et idéologiques, ils n'acceptent pas la location de la ferme et ont tout essayé pour expulser les paysans. Ces derniers ont dû recourir au juge, conformément à la loi sur les baux agricoles. L'affaire est toujours pendante, mais le couple Marent-Schniepp a pu continuer son activité dans des conditions très précaires. Je suis constamment étonné par la ténacité avec laquelle ils ont résisté aux pressions et à l'hostilité de ces personnages mal intentionnés. Il faut dire qu'ils ont trouvés des appuis autour d'eux. De ma part, mais surtout de la part des familles originaires de Cés, qui

contrôle de l'autorité de vigilance. Le contrat de fermage de 2001 comportait de nombreuses irrégularités. L'étable n'était pas conforme: il manquait une fosse à purin en règle. La cave à fromage n'existait pas, etc. Quand le vétérinaire cantonal a exigé la mise aux normes de l'étable, un des membres du Conseil de Fondation a dit: "refusons tout travail, ainsi le vétérinaire cantonal va fermer l'entreprise et nous nous débarrasserons des paysans!" Mais ces derniers ont entrepris eux-mêmes les travaux requis, ainsi que la loi le permet, et ont reçu l'aval des autorités. Aujourd'hui je ne peux que souhaiter que Christian et Sabine puissent continuer leur travail, avec un nouveau bail, dans des conditions optimales, jusqu'à leur retraite. Ils le méritent et je suis convaincu qu'ils méritent la solidarité de tous leurs collègues paysans. Quant au Conseil de la Fondazione Rinascita di Chiesso, que dire? A d'autres époques, on les aurait chassés à coup de fourche dans le derrière...

Giorgio Canonica, député Vert, TI

Un domaine en péril; diviser pour mieux gagner?

Il n'est pas toujours simple d'être fermier. Les propriétaires ont quelque fois des projets bien différents du fermier et les surprises ne sont pas rares. En ces temps de forte pression sur le foncier, la tentation du propriétaire est grande d'augmenter le prix de location des terres par exemple en se basant sur les paiements directs, de transformer certains bâtiments ou de désassujettir.

C'est ce qui arrive à un fermier vaudois qui gère un domaine agricole d'environ 50 hectares d'un seul tenant. Il risque de le voir se désagréger parcelle par parcelle. Cette situation incroyable est le résultat de plusieurs étapes.

La société propriétaire des terres a décidé de transformer des bâtiments qui sont en zone village pour en faire du logement. Elle a transféré un autre bâtiment du domaine agricole vers le domaine viticole; qui n'en n'avait aucune utilité. Le domaine agricole ayant perdu ses bâtiments, il peut du coup théoriquement être démembré. Ceci alors qu'il est parfaitement viable et que le fermier actuel est tout à fait motivé à poursuivre son activité. Il est d'ailleurs prêt à bâtir un rural à ses frais pour autant qu'il puisse bénéficier d'un bail sur 25 ans afin d'assurer l'amortissement du bâtiment. Ce que le propriétaire refuse.

L'appel d'offres pour affermer le domaine parcelle par parcelle est récemment paru.

A l'heure actuelle, on se pose la question de savoir si la commission foncière a été saisie du dossier et si elle s'est prononcée. Il paraît en effet étonnant qu'un domaine, possédant de surcroît un contingent laitier, soit ainsi démantelé avec la bénédiction des autorités de contrôle. Et si tel a été le cas, le fermier a-t-il encore des moyens de faire recours et de s'opposer à la perte d'un domaine qu'il exploite depuis plus de 15 ans?

Uniterre a pris contact avec un certain nombre d'instances dans le canton de Vaud afin d'obtenir des éclaircissements sur cette situation, sur les droits des fermiers et sur des éventuelles nouvelles pratiques qui seraient appliquées en ce qui concerne le démantèlement d'entreprises agricoles.

Nicolas Bezençon

Pour qui roule la Comco?

La Suisse fait figure d'extra-terrestre dans le commerce de détail: nulle part ailleurs en Europe, on observe une telle concentration du marché dans les mains de deux distributeurs. Le rachat de 70% de Denner par Migros est néanmoins validé par la COMCO (commission de la concurrence)... qui y adjoint quelques restrictions pour faire bonne figure. Cette décision semble donc confirmer le peu de crédit que nous pourrions donner à cette commission.

Deux poids, deux mesures

Voilà donc que Migros grossit une fois encore en avalant un autre concurrent. 50% du commerce du détail se trouve maintenant sous la chape de Migros. Avec Coop, le duopole maîtrise dorénavant 85% du marché de détail. Pourtant, la Comco n'y voit (presque) rien à redire. Maîtriser 85% du marché ne devrait pas, selon elle, porter atteinte à la concurrence. Dans un pays où l'on prône le libéralisme à tout crin, il y a de quoi sourire.

Mais attention, la Comco veille au grain et il serait injuste de dire qu'elle reste les bras croisés. Bien au contraire, elle n'hésite pas à aller chercher la petite bête là où on s'y attend le moins. A la fin 2005, elle a adressé une lettre à l'Association des Marchés Paysans qui regroupe plusieurs dizaines de familles paysannes pratiquant la vente directe. La Comco s'inquiétait du fait que l'association se permettait de publier des listes de prix indicatifs de vente dans les journaux agricoles. Acte qui pourrait tout de même porter gravement atteinte à la libre concurrence... Il y a

10 ans, une soixantaine de paysans a donc eu l'outrecuidance de se fédérer et a poussé l'impolitesse jusqu'à communiquer, depuis 2000 et par soucis de transparence, des prix indicatifs de vente par presse interposée. Il faut dire que cela pourrait influencer sérieusement le marché suisse du commerce de détail et mettre en danger le duopole Coop-Migros.

Questions cruciales...

La Comco a donc réagi et a posé plusieurs questions à l'association afin qu'elle justifie l'origine, les raisons et les objectifs d'une telle initiative. Il est évident qu'une telle entente cartellaire entre soixante paysans mérite que l'on s'y attarde. Il s'agira donc pour l'Association des Marchés Paysans de justifier le bien fondé de leur démarche. Est-ce que cet échange de courrier, d'une importance hautement stratégique pour le libre marché en Suisse, occupera suffisamment l'esprit des experts de la Comco pour qu'ils oublient de se pencher sérieusement sur le cas Coop-Carrefour? On est en droit de se poser la question...

Qui tire les ficelles?

Cette triste anecdote rappelle aussi que les deux grands distributeurs susmentionnés ont bien souvent menacé de rompre leurs contrats avec des familles paysannes qui, afin d'arrondir leurs fins de mois, s'étaient lancés dans la vente directe à la ferme en sus de leurs livraisons régulières aux distributeurs. Le monopole de l'image de «la ferme bucolique» étant en main des grands distributeurs - les publicités sont là pour le prouver - ils ne sauraient supporter que les paysans la confisque. De là à imaginer que Migros, Coop ou d'autres puissants acteurs du marché tirent les ficelles de la Comco, il y a un pas que nous pourrions être aisément prêts à franchir.

Prochaines cibles...

Alors, à quand une véritable réflexion et des actions concrètes pour agir sur la concentration du pouvoir du marché en Suisse? Quand les politiques seront-ils prêts à doter notre système législatif d'un véritable moyen d'action pour rééquilibrer les forces en présence?

Comme rien ne se profile à l'horizon, les familles paysannes s'organisent du mieux qu'elles peuvent pour offrir des alternatives tant à elles-mêmes qu'aux consommateurs. A l'image de l'engouement pour l'agriculture contractuelle de proximité, basée sur des prix négociés et transparents entre acteurs. On pourrait spéculer sur le fait que la Comco multipliera les enquêtes sur ce terrain. Elle ne semble déjà pas apprécier que les paysans se fédèrent... alors que des consommateurs s'y associent et légitiment de telles démarches, cela doit l'irriter au plus haut point. A toute fin utile, nous l'informons que la liste des initiatives contractuelles se trouve sur notre site internet. Il lui restera ensuite à se pencher sur le grave cas de paysans culottés qui n'ont rien trouvé de mieux, à l'image de leurs collègues européens, que de s'unir pour revendiquer un prix d'un franc par litre de lait. Un vrai affront qui pourrait, selon sa manière de voir les choses et de peser les intérêts des forces en présence, porter gravement atteinte aux lois du marché. A bientôt donc...

Valentina Hemmeler Maïga

Semer l'avenir! Disséminer les céréales indigènes!

Plusieurs centaines de personnes, paysans et citoyens, ont fêté les semailles cette année sur huit fermes réparties dans toute la Suisse et dans le Sud de l'Allemagne. Par cet acte ancestral et

symbolique d'un semis à la main, les participants s'engagent activement pour le maintien et le développement d'une recherche variétale indigène et indépendante. Ainsi, ils pratiquent la

souveraineté alimentaire et défendent, par le geste, le pacte agricole entre citoyens et paysans.

Cette action veut mettre à profit les cinq années du moratoire sur la dissémination d'OGM pour proposer une alternative aux graines brevetées des sociétés semencières qui tentent d'imposer leurs variétés OGM. Les auteurs ont bon espoir que l'année prochaine, au moins une ferme par canton relayera leur initiative.

Plus d'informations:
www.avenirsem.ch

Rudi Berli



Des semeurs face à la bise sur une parcelle de Thomas Descombes «Les Ares et Vous».



Marche victorieuse des paysans sans terre indiens

Partis le 2 octobre dernier, les 25'000 paysans et paysannes sans terre participant à la marche ont atteint Delhi le dimanche 28 octobre.

Le lendemain, le gouvernement indien a annoncé la mise en place d'une commission nationale de la terre sous l'autorité du Premier Ministre indien, principale revendication de l'organisation Ekta Parishad, à l'origine de cette mobilisation sans précédent.

C'est une grande victoire pour les paysans sans terre indiens et pour l'action non-violente d'Ekta Parishad!

L'arrivée à Delhi a montré la détermination des marcheurs: «La prison ou la terre!» chantaient lundi 29 octobre au matin les 25'000 participants empêchés par la police d'atteindre le Parlement, objectif de cette marche non-violente inspirée par Gandhi.

Cette victoire est l'aboutissement d'un long travail de négociations politiques mené tout au long de la mobilisation.

Ce succès adresse donc un grand message d'espoir à l'ensemble des mouvements paysans et leurs partenaires dans le monde!

Valentina Hemmeler Maïga

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

Les paniers des «Femmes Solidaires Sans Frontières»

L'association «Femmes Solidaires Sans Frontières» existe depuis une dizaine d'années. Active dans la région de Renens (Vaud), elle réunit des femmes de diverses origines qui habitent la région. Ses objectifs sont l'échange et l'entraide entre femmes. Elle organise des rencontres à thème tous les premiers mercredi du mois, abordant tout sujet pouvant intéresser les femmes. Depuis les questions liées à l'éducation, en passant par les dangers et les opportunités d'internet, jusqu'à des problèmes politiques comme l'intégration. Elle organise des «repas multiculturels pas chers» chaque second vendredi du mois, comme moyen de rencontre et de valorisation des différentes cultures. Et chaque lundi après-midi, la «pause solidarité-femmes» représente un espace d'accueil, d'entraide, de rencontres et d'échanges.

Entre la graine et l'assiette, les femmes s'en mêlent

Depuis deux ans, «Femmes Solidaires Sans Frontières» organise la distribution de paniers de légumes, concrétisant de manière originale le lien entre agriculteurs et consommatrices. Cette fois-ci, et c'est ce qui rend cette expérience d'agriculture contractuelle de proximité si particulière, c'est que l'initiative revient à un groupe de consommatrices. Ce sont elles, des femmes d'origines diverses et de revenus modestes, qui ont imaginé et mis sur pied un système d'approvisionnement de légumes de saison. Mais comment y sont-elles arrivées?

Mme Pilar Arce, qui se charge de manière bénévole du suivi de cet engagement, ne se contente pas de m'expliquer les motivations qui la poussent à s'investir dans cette entreprise: elle ne peut contenir sa colère face à un système qui dépossède les consommatrices du droit à s'alimenter sainement, de la disparition de produits ayant du goût, des effets pervers du transport à outrance, de l'exploitation des ressources naturelles et des personnes.

Originaire d'Espagne, elle prend ces exemples de sa vie quotidienne, mais aussi de son pays natal, où certains producteurs cravatés connaissent à peine leurs terrains et où d'autres petits paysans peinent à survivre. C'est donc à partir d'une inquiétude ressentie concrètement par ces femmes que l'aventure des paniers est née. Mme Anne-Lise Tombez, initiatrice de ce projet, se rappelle d'une

soirée à thème intitulée: «Que mettre dans son assiette pour éviter de polluer la planète et de tomber malade», traduisant la responsabilité des femmes de l'association dans la composition des repas et la santé de leurs enfants. C'était en 2005, et la personne invitée pour la soirée venait des Jardins de Cocagne (coopérative agricole de producteurs et consommateurs à Genève). Parallèlement, l'association a distribué un papier au marché de Renens, lors de la semaine du goût. «On ne joue pas avec la nourriture!», s'indignait le flyer qui invitait à une réunion pour l'organisation des paniers. Il soulignait lui aussi les inquiétudes de ces femmes ainsi que leurs envies, touchant clairement à des aspects concrets de santé et de qualité (goût), mais aussi à des aspects sociaux et politiques (place des paysans, exploitation, diminution du pouvoir de décision face aux multinationales).

Femmes cherchent agriculteurs pour paniers de proximité

L'association s'est ensuite mise à la recherche d'un agriculteur prêt à leur livrer les paniers. Les premiers contacts ont été faits avec un petit paysan de Crissier à l'automne 2005. Il leur a fait découvrir de multiples variétés de pommes. Le souvenir de la première distribution réalisée spontanément et à partir de rien (une voiture, des copines et beaucoup de joie) leur fait pétiller les yeux. L'évident succès de cette expérience a redonné du «pep» au groupe et c'est finalement avec Monsieur Henny, de Boussens, qu'un accord a pu être passé. Ainsi, il livre depuis 2006, de mai à février, 29 paniers tous les 15 jours, pour une valeur de 12 francs. Parallèlement aux paniers de légumes bimensuels, elles ont des contacts ponctuels avec d'autres producteurs, que ce soit pour de la viande ou des abricots en vente directe. Et ce sont actuellement une trentaine de familles qui participent à l'aventure. Les paniers sont payés au producteur à la livraison. Une personne s'engage à être présente pendant deux heures au moment du retrait des paniers. Les femmes les paient lorsqu'elles viennent les retirer, et c'est toujours l'occasion de partager un café, des recettes, des impressions, des moments agréables.

Dans ce milieu populaire, la valeur modique du panier participe au succès de l'opération et c'est là encore une particularité de cette expérience qui mérite

d'être relevée. En effet, les femmes de la région, migrantes ou autochtones, proviennent souvent de zones rurales et sont donc réceptives aux différences de goûts, à la disparition des petites exploitations agricoles et aux autres effets négatifs de l'industrialisation de l'agriculture.

Grain de sel sur la table et grain de sable dans l'engrenage...

Les légumes du panier ne sont pas «bio». Pour l'association, l'accent est porté sur la proximité, la consommation de produits de saison, la communication avec le producteur. «L'alimentation, et donc l'agriculture, sont l'affaire de tous», affirment les femmes de l'association dans un de ses tracts. Si tout le vocabulaire en vogue pour décrire l'agriculture contractuelle de proximité n'est pas employé, l'essentiel y est, enraciné dans un vécu qui ne se résout pas à se soumettre aux diktats des grandes surfaces, mais qui crie le besoin de récupérer un pouvoir de décision et des liens de partenariat avec les personnes qui produisent ce qu'elles transforment tous les jours en repas pour leur entourage. Persévérer à contre-courant demande engagement et temps à ces femmes dont les journées sont déjà bien remplies. Ne serait-il pas plus simple de tout acheter au magasin? C'est leur idéal de solidarité aussi avec la paysannerie qui les anime et le sentiment de pouvoir participer si peu soit-il à sauvegarder une planète humaine pour tous.

Mme Arce me communique l'urgence de «faire quelque chose», avant que la notion de rentabilité ne fasse disparaître tout ce qui est bon. «Un petit producteur ne va pas tuer sa terre», m'explique-t-elle avec une énergie contagieuse. Et à côtoyer ces femmes le temps de cette entrevue, je me prends à rêver: qu'advierait-il si les consommateurs et les consommatrices ne se contentaient plus de choisir entre deux labels sur les rayonnages des supermarchés mais se mettaient à boudier ces monstres, ne serait-ce que pour une petite partie de leurs emplettes?

Charlotte Wirz

En savoir plus sur l'ACP...

Tous les projets sont listés sur le site d'Uniterre: www.uniterre.ch

... dossier agriculture contractuelle de proximité

Syngenta dérape au Brésil

Le 21 octobre dans l'Etat du Parana au Brésil, Valmir Motta, 42 ans, père de trois enfants, a été exécuté par une milice privée de deux balles dans la poitrine. Cet événement tragique s'est déroulé lors de l'attaque du campement établi par La Via Campesina sur les champs de recherche OGM de Syngenta.

Vers 13h30, un petit bus s'est arrêté devant l'entrée principale de la propriété et un groupe d'environ 40 bandits fortement armés ont tiré sur les paysans. Ils ont cassé le portail de l'entrée, ont exécuté Valmir Motta et blessé cinq autres paysans.

Syngenta a engagé des services de sécurité qui agissent irrégulièrement dans cette région. Ces entreprises sont souvent des sociétés de façade qui engagent illégalement d'autres agents de sécurité pour leurs opérations. Elles forment un groupe armé qui mène des évacuations violentes ainsi que des attaques contre des campements de paysans sans terre.

La Via Campesina exige une enquête sur cette attaque contre les paysans du campement. En commun avec les familles du campement voisin d'Olga Benário, ils luttent pour transformer les champs de recherche de Syngenta en un Centre d'agriculture biologique et de multiplication de semences locales pour l'agriculture familiale et la réforme agraire.

Ce drame a eu un fort écho et a suscité de nombreuses réactions à travers la planète. De par le monde, plusieurs manifestations ont eu lieu devant les représentations diplomatiques suisses. Des actions de protestations sont également prévues pour le 10 décembre, journée internationale des droits humains, pour dénoncer les agissements de Syngenta et pour les droits des paysans.

Pour sa part, Uniterre a d'ores et déjà écrit à Madame Micheline Calmy Rey, Présidente de la Confédération, afin que son département prenne les dispositions nécessaires auprès de la direction de Syngenta à Bâle et auprès de la représentation diplomatique de la Suisse au Brésil. Ceci afin que les auteurs et les commanditaires de ce crime soient poursuivis. Il est du devoir et de la responsabilité de Syngenta, qui se qualifie de leader mondial de l'agrobusiness, de garantir le respect des droits humains dans ses succursales.

Valentina Hemmeler Maïga

MARCHÉ LAITIER

«Bon et Equitable» la marque des producteurs de lait européens

Le 17 octobre dernier, des vaches artificielles en grandeur nature ont été présentées aux médias et au grand public dans toute l'Europe. Peintes aux couleurs des 12 pays participants à l'action, ces vaches véhiculent à la fois la diversité européenne et un message unique: tous les producteurs européens ont besoin d'un prix du lait équitable.

Le 17 octobre 2007 fera date dans la filière laitière européenne. Des dizaines de vaches en résine, nommées Faironika dans les pays germanophones, Justine pour les francophones et Onestina pour l'Italie ont été présentées aux médias et aux consommateurs européens. Toutes se ressemblent physiquement, mais leurs robes diffèrent selon le pays. Elles symbolisent à la fois la diversité européenne et l'universalité de la revendication des producteurs de lait, à savoir un prix équitable pour toute la production laitière européenne. 12 pays participaient à l'action.

vache explique pourquoi un prix du lait équitable est un avantage et une nécessité pour toutes et tous.

«Bon - Equitable» une marque européenne aussi forte que les producteurs

A Berlin devant le Reichstag, à Paris, à Vienne, à Montichiari et dans des exploitations laitières belges, danoises, suédoises, hollandaises et luxembourgeoises, les vaches artificielles ont montré leurs museaux. Peinte en noir-rouge-jaune en Allemagne, rouge-blanc-bleu

des routes, sur des pancartes, dans les journaux et à la télévision. Partout, le message «un prix du lait équitable – c'est bon pour tous: Bon et Equitable» devra être divulgué et entendu. Cette stratégie porte actuellement ses fruits en Autriche, un pays où les producteurs ont pris les choses en main et où les résultats ne se sont pas fait attendre!

Pour une communication claire et directe avec les consommateurs

100% d'équité pour tous, c'est 100% d'avenir pour notre pays. Il s'agit de montrer aux yeux de tous combien le travail quotidien des producteurs est précieux. Les consommateurs ont besoin d'informations pour comprendre que le lait a un coût, et que ce coût doit être couvert par un prix qui doit être équitable. Il est donc primordial d'entamer un dialogue direct et transparent sur la question des prix avec eux. Pour cela, nous producteurs, devons leur fournir des informations claires et transparentes. Dans ce cadre, la vache Justine est une aide précieuse; elle agit comme porte parole du message des producteurs de lait.

Il semble que le message a bien passé en Europe. Les différents échos récoltés dans les médias européens sont quasi tous positifs.

Au Luxembourg, deux vaches ont été disposées à l'intérieur d'une galerie marchande pour la conférence de presse. Les journalistes se sont montrés très intéressés et plutôt motivés. Directement après la conférence de presse, ils ont interviewé des consommateurs pour savoir s'ils étaient prêts à dépenser plus pour leurs produits laitiers. «Si j'ai la certitude que l'argent supplémentaire profite directement à l'éleveur, je serais tout à fait prête à payer un peu plus cher mes produits laitiers» assurait une des nombreuses clientes.

En Suède, les vaches sont arrivées

juste à temps de l'Autriche pour passer à la télévision nationale. Suite à cet événement, passablement de producteurs et de journalistes ont rejoint les rangs du LDM suédois.

En France des Justine aux couleurs



La suédoise dans les pâturages



Faironika, Onestina et Justine sont lâchées dans la nature!

Justine pour tous!

Justine incarne l'importance de la production laitière. Elle évoque l'importance du lait dans l'alimentation des êtres humains. Elle veut être le symbole qui représente l'ensemble des investissements humains et financiers nécessaires à la production du lait. Elle représente des coûts de production, mais surtout des prix qui couvrent ces coûts. Elle revendique donc un prix équitable pour une production de haute qualité dans chaque pays européens. «Nous voulons également souligner l'importance de la production laitière dans ce qu'elle apporte comme plus-values, à savoir la diversité et le façonnement du paysage agricole, des emplois garantis et correctement rémunérés. Nous voulons montrer que le lait représente toute la dynamique économique de l'espace rural» explique Romuald Schaber, président de EMB et porte-parole de l'organisation allemande BDM. Cette

en France, rouge et blanc au Danemark et en Autriche, bleu et jaune en Suède, vert-blanc-rouge pour l'Italie, toutes portaient fièrement le slogan «le lait équitable». Malgré leurs différences, toutes ont raconté la même histoire, à savoir l'importance pour les producteurs d'obtenir un prix équitable pour l'ensemble de leur production afin que celle-ci puisse perdurer.

Cette action annonce le lancement de la marque «Bon et Equitable» et d'un site internet unique pour toute l'Europe (www.fairmilk.org). Cette marque est actuellement déposée dans chacun des pays qui participent à l'action. Elle est délivrée uniquement aux organisations de producteurs membres de la plate-forme EMB (Uniterre pour la Suisse). Cette marque aura la force que les producteurs voudront bien lui donner. Le but est qu'elle soit utilisée à une très large échelle afin qu'elle submerge complètement l'Europe. Elle devra se voir dans les rues et le long

nationales ont été déposées par une soixantaine de producteurs dans un grand centre commercial parisien, proche de la Gare St. Lazare. Jean-Louis Naveau, président de l'organisation des producteurs de lait (OPL) s'est déclaré «très satisfait de l'action. Notre opération de vente de produits laitiers à prix coûtant et équitable pour le producteur a rencontré un vif succès. Les consommateurs comme les journalistes présents se sont rendus compte des marges exorbitantes prélevées sur les produits laitiers par les différents acteurs de la filière!». Les 200 kg de fromage, la centaine de yaourts artisanaux et les 50 bouteilles de lait ont trouvé preneur en quelques instants devant les trois chaînes de télévision présentes sur le lieu. «Des prix équitables pour des produits laitiers ne signifient pas forcément une forte hausse des prix aux consommateurs» continue-t-il, «nous devons simplement revoir la répartition des marges» conclu-t-il. L'OPL prévoit d'autres actions de ce style ailleurs en France ces prochains mois.

En Belgique, les médias étaient éga-



Dans un centre commercial au Luxembourg



Proches de la gare St Lazare, les Justine ont surpris plus d'un parisien

MARCHÉ LAITIER

lement au rendez-vous. Des producteurs membres du Belgian Dairy Board (BDB) de tout le pays ont fait le déplacement pour l'occasion. Les journalistes se sont montrés très enthousiasmés par le concept concret et commun aux éleveurs belges et européens. Le BDB a renforcé sa position dans l'opinion publique. Passablement de journaux ont fait une présentation détaillée de l'organisation.

En Autriche, Faironika est maintenant bien connue du grand public. Néanmoins, une vingtaine de journalistes étaient présents à la conférence de presse. Le plus grand quotidien du pays «Die Kronenzeitung» a relaté la dimension européenne de l'action. Walter Stadlober d'IG-Milch s'est déclaré «fier des prestations de ses collègues membres de l'EMB qui, en faisant défiler les vaches dans les couleurs nationales ont montré que les producteurs européens parlaient tous la même langue: ils ont tous besoin d'un prix du lait équitable!». L'écho de cet événement a renforcé l'organisation IG-Milch. Le nombre d'adhésion a fortement augmenté. Cela représente un grand pas vers un rassemblement général des producteurs pour un prix du lait équitable. Actuellement, près de 30 rencontres se tiennent dans tout le pays pour rassembler les éleveurs.

En Allemagne, seize Faironika représentant les seize Länder allemands

la campagne a suscité un grand intérêt de la presse. Le combat du BDM pour des prix qui garantissent l'existence des producteurs rencontre l'approbation des consommateurs. Il est présenté comme justifié dans un grand nombre de médias. Les vaches ont ensuite quitté Berlin pour repartir dans leur Länder respectifs. Sur place, elles véhiculeront l'idée du partenariat entre les producteurs de lait et les consommateurs. Dans les semaines à venir, un grand nombre de manifestations sont prévues dans toute l'Allemagne. Les consommateurs pourraient bien rencontrer de plus en plus de Faironika sur leur passage.

L'espace anglophone également «contaminé» par les «Fair-cow»

Les écossais du Dairy Farmers of Scotland (DFoS) lanceront la campagne «A Fair Milk» le mercredi 14 novembre, à l'occasion de l'Agricot, le plus grand salon agricole britannique qui se tiendra au Royal Highland Center de Ingleton. L'organisation y tiendra son propre stand où une conférence de presse est prévue. Doris Robertson souligne «qu'en raison du risque d'épidémie actuel, le salon n'accueille aucun animal vivant. Nos Faironika en résine pourraient donc attirer sur elles l'ensemble des projecteurs médiatiques, nous sommes

et autres acteurs de la filière s'accordent pour élever les prix aux consommateurs dans des proportions qui n'ont rien de comparable avec les hausses effectives chez le producteur. Ces prochains jours, l'ICMSA va développer la campagne «A Fair Milk». Des véhicules arborant le slogan de la campagne devraient sillonner la plupart des villes irlandaises. Des représentants de l'organisation se rendront prochainement en Angleterre, au Pays de Galles et en Ecosse pour rallier le plus de producteurs possible au sein du mouvement EMB.

Au Danemark, les Faironika ont fait parler d'elles. En effet, suite à la confé-



Les danoises sont au rendez-vous

rence de presse, le président du LDM, Niels Lund a installé sa vache au bord de l'autoroute. Les automobilistes ont de suite réagi et de vifs débats se sont amorcés sur le blog d'une radio locale. Cet engouement soudain lui a permis plusieurs apparitions à la télévision. Les autorités administratives ont finalement dénoncé le caractère illégal de la vache et le danger qu'elle représentait pour les usagers de l'autoroute. Des débats nourris «pour ou contre la vache» se sont rapidement développés sur la toile. La vache a attiré l'attention sur elle et la sympathie de la majorité des citoyens. Elle a fait les grands titres des journaux. Un nombre impressionnant d'articles et de photos ont été publiés dans les différents médias et surtout sur Internet.

Nicolas Bezençon



Devant le Reichstag, les 16 Faironika revendiquaient un meilleur prix du lait

posaient fièrement devant le Reichstag à Berlin. Elles ont attiré les objectifs de nombreux journalistes et les yeux des passants. Sous le slogan, «100% d'équité, 100% d'avenir», les producteurs ont sollicité la solidarité des consommateurs. «Dans leur grande majorité, les consommateurs allemands ont tout à fait compris les valeurs que représentent les vaches et le lait» expliquait Romuald Schaber, le président du BDM. «Ils sont prêts à payer plus si la plus-value arrive directement aux producteurs». Ici aussi, le lancement de

très confiants...»

En Irlande, Jackie Cahill, le président de l'ICMSA s'est exprimé lors de la conférence de presse qui a lancé la campagne «A Fair Milk» en Irlande. Devant les médias, il a affirmé l'importance pour les producteurs d'obtenir un prix équitable. Il a souligné, comme les français d'ailleurs, qu'une hausse du prix du lait pour les producteurs n'impliquait pas nécessairement une forte hausse chez le consommateur. Dans le climat actuel, les distributeurs

Situation en Suisse

Actuellement, le mouvement en Suisse romande «pèse» 48 mio. de kg de lait (1,6% de production suisse). Plus de 250 producteurs romands ont adhéré. Cela représente la moitié de notre objectif qui est de 500 producteurs pour la fin de l'année. Nous comptons donc sur chaque membre pour signer et faire signer le contrat d'adhésion à EMB avant Noël. Actuellement, un effort particulier est mené dans les cantons de Fribourg, Neuchâtel et du Jura.

La campagne des panneaux bat son plein. Ils sont de plus en plus nombreux au bord des routes et des exploitations. La campagne gagne donc en visibilité et les questions commencent à arriver au secrétariat.

Jusqu'au comité de novembre,



Une partie des panneaux a été récupérée par les producteurs lors du lancement de la campagne le 24 septembre à Vouvry

nous estimions que lancer une campagne avec des vaches en résine était un peu prématuré et pas supportable financièrement pour Uniterre. Depuis, les choses ont évolué. Des Faironika bilingues à croix blanche sont en cours de fabrication en Autriche. Elles devraient être en Suisse avant les fêtes de fin d'année.

Une conférence de presse et une action sont prévues pour la période des achats de Noël...

De plus amples informations seront transmises en temps voulu. Pour en savoir plus, vous pouvez toujours contacter le secrétariat d'Uniterre.

Nicolas Bezençon

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ

☎ 026 913 79 84

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

ENJEUX FONCIERS

Entre défense de la branche et projet de société, nous revendiquons «Plus de paysans»!

Il est de notoriété public qu'Uniterre s'oppose non seulement à une diminution du nombre d'exploitations agricoles, mais revendique l'augmentation du nombre de paysans en Suisse. Uniterre n'est pas seul à le souhaiter: Bioforum Suisse, pour son septième «bio-sommet», le 23 juin passé, a choisi comme titre: «Plus de paysans, s'il vous plaît!». Les invités ont apporté divers arguments pour appuyer ce point de vue. Nous présentons ci-dessous l'une de ces contributions.

La logique des nombres en économie

Ueli Hurter est un paysan biodynamique à la Ferme «L'Aubier» à Montézillon (Neuchâtel) et est également Président de l'association suisse Demeter. Selon lui, Avenir Suisse donne une image misérable de l'agriculture: les 2.5% de la population qui travaillent dans l'agriculture ne produisent que 0.9 % du PIB et, de surcroît, avec l'aide de 8% du budget fédéral... Il s'ensuit qu'il faut assainir la branche et donc réduire le nombre de paysans. De moitié? Puis encore de moitié? Ne laisser plus qu'un agriculteur par commune? Par canton? Un pour toute la Suisse?

Les conditions internationales devant toujours plus dures (négociations de l'OMC, accords avec l'UE), cette éventualité, poussée à l'extrême, n'est pas aussi saugrenue. Suivant une analyse basée uniquement sur des données économiques, la logique des nombres ne demande qu'une chose: il faut réduire, et encore réduire! Dans ce sens, Ueli Hurter estime qu'Avenir Suisse demande une Suisse sans agriculture.

Une autre logique: l'agriculture «bio»

La devise «Plus de paysans» ne peut donc se baser uniquement sur les chiffres de l'économie politique. Cette devise provient d'une constatation professionnelle et neutre: notre terre, vue comme terrain, mais aussi comme pays, comme structure sociale, a besoin de plus de paysans. Et même, pour Ueli Hurter, de plus de paysans biologiques ou biodynamiques! Car pour lui, si l'exploitation biologique implique une

relation saine entre capital mobile et sols immobiles? Comment traitons-nous la désertion des campagnes et la concentration des gens dans des mégapoles? Comment maintenons-nous la fertilité des sols? Pour Ueli Hurter, voilà les questions importantes.

relation saine entre capital mobile et sols immobiles? Comment traitons-nous la désertion des campagnes et la concentration des gens dans des mégapoles? Comment maintenons-nous la fertilité des sols? Pour Ueli Hurter, voilà les questions importantes.

Il ne faut pas qu'une scission se crée entre producteurs qui cherchent à renchérir les produits, et consommateurs, dont l'intérêt est de diminuer au maximum le prix de ces mêmes produits. La limite entre ville et campagne n'existe plus, nous vivons tous dans une grande agglomération: les fermes se trouvent à la lisière des villes et les citadins vivent à la campagne. En chacun de nous vit un citadin et un campagnard. Si la souveraineté populaire doit exister par-dessus tout, faisons-la aussi exister dans le domaine de l'alimentation!

vie créative dans les champs, l'étable et la maison, ainsi que la diversité des animaux, la qualité des produits et l'atmosphère de fête et de travail, ce qui se passe d'essentiel dans une ferme biologique, c'est une rencontre entre humains et nature basée sur l'honnêteté. Cette relation spécifique entre les paysans et la nature est déterminante pour que toute la chaîne de travail qui suit soit porteuse de relations humaines et honnêtes. Ueli Hurter donne l'exemple de Patrick Huhmann, qui a reçu le prix pour l'économie durable de l'ONU pour son entreprise qui relie de petits agriculteurs de coton biologique d'Inde jusqu'aux produits finis vendus dans les supermarchés européens. Cela suppose que le coton passe par 17 stations qui ont la particularité d'être reliées de manière transparente. Pas de marché anonyme, mais seulement des relations humaines. Pour cet entrepreneur, cela n'est possible qu'à condition qu'au début de la chaîne de production, la relation entre paysan et nature se fasse sur la base de relations honnêtes, non corrompues par les engrais artificiels, la chimie, l'industrie fourragère, la technologie génétique. Pour cet exploitant de Montézillon, nous sommes tous impliqués dans la relation des paysans avec la terre. Alors: combien faut-il de paysans supplémentaires? Il faut autant de paysans qu'il y a d'habitants! Bien sûr, c'est à nouveau une réponse exagérée, mais elle nous fait à comprendre que la Suisse (terre et formation sociale) a besoin d'une relation ouverte entre la population et l'agriculture.

Le fossé entre agriculteurs et consommateurs: une logique erronée

La question de l'augmentation du nombre de paysans ne passe donc pas par une logique économique et financière, mais par la recherche de la qualité et une certaine vision du développement. Le partenariat entre humains et nature, comme il se vit dans l'agriculture biologique et biodynamique, apporte un potentiel de développement durable pour notre pays. Comment intégrons-nous l'agriculture dans la société postindustrielle? Comment organisons-nous une

relation saine entre capital mobile et sols immobiles? Comment traitons-nous la désertion des campagnes et la concentration des gens dans des mégapoles? Comment maintenons-nous la fertilité des sols? Pour Ueli Hurter, voilà les questions importantes.

Il ne faut pas qu'une scission se crée entre producteurs qui cherchent à renchérir les produits, et consommateurs, dont l'intérêt est de diminuer au maximum le prix de ces mêmes produits. La limite entre ville et campagne n'existe plus, nous vivons tous dans une grande agglomération: les fermes se trouvent à la lisière des villes et les citadins vivent à la campagne. En chacun de nous vit un citadin et un campagnard. Si la souveraineté populaire doit exister par-dessus tout, faisons-la aussi exister dans le domaine de l'alimentation!

«Construisons ensemble l'exploitation biologique Suisse»

Voilà à quoi nous appelle Ueli Hurter. Car pour lui, l'avenir de la Suisse est notre affaire, et donc l'avenir de l'agriculture l'est particulièrement. Il donne des idées afin que chaque citoyen puisse vivre d'une manière ou d'une autre cette relation particulière à la nature qui est à la base des exploitations biologiques: organiser des stages à la ferme pour les élèves, relier chaque citadin à une ferme par le moyen de bulletins d'information et d'activités agricoles (semier ensemble), faire financer des améliorations structurelles par des partenaires directs, transformer chaque produit en une spécialité, etc. Cette diversité propre à notre «agglomération», qui pousse les consommateurs à devenir producteurs, les citadins à produire des légumes dans les parcs et les citoyens de tout poil à gratter la terre en complément de leur paiement de «papiers», ne demande qu'à se développer. Comme l'a rappelé Alexandra Maier, exploitante biodynamique à Rubigen, lors de ce même sommet, nous sommes ce que nous mangeons. Et elle ne veut pas être nourrie seulement sur le plan physiologique. Elle se demande s'il ne serait pas mieux d'augmenter les

coûts des produits alimentaires plutôt que les primes des caisses maladie. Pour elle aussi, il faut plus de paysans sur moins de terre, afin de mieux s'en occuper. Elle a fait part de sa manière de travailler, avec de vieilles méthodes qui demandent certes plus de temps de travail, mais qui le rendent plus complet, plus à l'écoute de la nature. Par exemple, elle travaille avec la traction animale, qui, étant moins lourde que les tracteurs, diminue les dommages au terrain. Et les produits ainsi fabriqués ont aussi une autre dimension: «Comme notre pain sent bon quand il vient de sortir du four! Et avec le pain, je donne aussi une culture paysanne».

Uniterre est pour une augmentation des paysans et des paysannes. Il défend le droit à être considéré-e comme paysanne ou paysan pour toute personne qui s'investit dans l'activité agricole, à temps partiel ou à plein temps, et combat toute tentative visant à faire disparaître les plus petits par des modifications législatives en matière de rémunération directe. Les arguments soutenant l'augmentation du nombre de paysans sont nombreux et divers, mais ce qui importe le plus, c'est qu'ils éclairent enfin un chemin hors du défaitisme actuel qui considère comme un moindre mal la disparition d'exploitations et comme naturelle «l'évolution structurelle» liée à la libéralisation des marchés!

Charlotte Wirz

MERCI

Chers membres d'Uniterre, l'équipe du secrétariat d'Uniterre ayant fonctionné avec un effectif très réduit ces trois derniers mois, le journal a subi quelques retards et nous vous prions de nous en excuser.

Le journal de novembre vous parviendra tout prochainement.

Merci de votre compréhension